

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE

**ZONE INDUSTRIELLE
51530 Oiry**

Références : D3 i 2026-407
Code AIOT : 0005701543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2026 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry. L'inspection a été annoncée le 09/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant notamment de la directive européenne sur les émissions industrielle (directive IED).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry

- Code AIOT : 0005701543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA exploite une verrerie sur le territoire de la commune d'Oiry. La capacité de fusion de l'installation est supérieure à 20 tonnes par jour. À ce titre, cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Rejet aqueux dans la rivière Les Tarnauds | Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Rejet aqueux vers la STEP urbaine | Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Fréquence de surveillance des rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 11.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 5 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 12 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------|---|-------------------|
| 4 | Consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 3.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte actuellement les valeurs limites d'émissions de ses rejets aqueux. La consommation en eau du site a fortement diminuée suite aux travaux et mesures mises en place. A l'issue de cette inspection, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection plusieurs documents (justificatif de non dilution des rejets, porter-à-connaissance pour mettre à jour ses conditions de rejets aqueux, convention avec la collectivité locale, justification de la fréquence semestrielle des analyses des eaux rejetées vers la STEP, données sur les nouveaux piézomètres PZ4 et PZ5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet aqueux dans la rivière Les Tarnauds

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux dans la rivière Les Tarnauds |
| Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires pouvant être rejetées au milieu naturel respectent, avant d'être regroupées avec les eaux pluviales, les valeurs limites suivantes : pH : 6,5 - 8,5 Température des effluents : 30°C Débit : 160 m ³ /j Valeurs limites de rejet (Paramètres : Concentration en mg/L Flux en g/j) : Matières en Suspension (MeS) : 24 mg/L 3 840 g/j Demande chimique en oxygène (DCO) : 72 mg/L 11 520 g/j Sulfates (exprimés en SO ₄ ²⁻) : 1 000 mg/L 160 000 g/j Fluorures (exprimés en F) : 6 mg/L 960 g/j Hydrocarbures totaux : 3 mg/L 480 g/j Plomb (exprimé en Pb) : 0,1 mg/L 16 g/j Antimoine (exprimé en Sb) : 0,3 mg/L 48 g/j Arsenic (exprimé en As) : 0,3 mg/L 48 g/j Baryum (exprimé en Ba) : 3 mg/L 480 g/j Zinc (exprimé en Zn) : 0,5 mg/L 80 g/j Cuivre (exprimé en Cu) : 0,1 mg/L 16 g/j Chrome (exprimé en Cr) : 0,05 mg/L 8 g/j Cadmium (exprimé en Cd) : 0,01 mg/L 1,6 g/j Etain (exprimé en Sn) : 0,2 mg/L 32 g/j Nickel (exprimé en Ni) : 0,1 mg/L 16 g/j Fer total (exprimé en Fe) : 1 mg/L 160 g/j Ammoniaque (exprimé en NH ₄) : 10 mg/L 1 600 g/j Phénol : 1 mg/L 160 g/j |
| Constats : L'Inspection constate plusieurs non-conformités sur les rejets aqueux vers Les Tarnauds en 2025 sur les paramètres MES, DCO, HT, Zn, Fe. Les commentaires de l'exploitant sur la plateforme de transmission des résultats (GIDAF) indiquent « <i>nettoyage du réseau</i> » et « <i>recherche des causes</i> ». L'exploitant indique que ces dépassements coïncident avec la baisse de la quantité des rejets aqueux, entraînant une augmentation de la concentration des polluants. Ainsi, l'exploitant a engagé des travaux de nettoyage de ses réseaux afin de curer les dépôts. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection les rapport de curage de la société spécialisée. L'exploitant a transmis à l'Inspection les trois derniers bulletins d'analyse (janvier, février et mars 2026) et les dernières analyses montrent une résorption des non-conformités. Par sondage, l'Inspection a constaté le bon remplissage de la plateforme GIDAF. Sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence d'un dispositif de prise d'échantillon et de |

maintien au frais. Cependant, il est à noter que le point de prélèvement est situé en amont d'un décanteur siphonide. Les analyses sont donc faites sur des eaux avant traitement et qui peuvent regrouper les eaux pluviales du site et les eaux des purges éventuelles du circuit calcin.

L'Inspection a constaté que le cadre de surveillance GIDAF nécessite une mise à jour. Celle-ci sera effectuée par l'Inspection.

Dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes (portail GEREPE) l'exploitant indique des volumes de rejets supérieurs à ses volumes consommés :

- 2025 : 46 140 m³ rejetés (dont 45 801 m³ vers Les Tarnauds) pour une consommation de 19 688 m³ ;

- 2024 : 112 775 m³ rejetés (dont 112 352 m³ vers Les Tarnauds) pour une consommation de 10 269 m³ ;

- 2023 : 63 932 m³ rejetés (dont 63 292 m³ vers Les Tarnauds) pour une consommation de 23 135 m³.

L'exploitant l'explique par la présence d'une pompe de rabattement de nappe mis en service en hiver pour éviter l'inondation des parties souterraines de l'installation par la nappe souterraine affleurante. Ainsi, il est probable que les analyses réalisées en hiver sur les rejets vers Les Tarnauds soient diluées par les eaux de rabattement de nappe. Il est attendu une justification de l'exploitant en ce sens.

Les conditions d'exploitation, notamment les rejets aqueux, ont évolué sur le site suite à des travaux d'économie d'eau et de changement d'équipements (TAR, chaudières, etc.). Certaines prescriptions nécessitent donc d'être mises à jour pour coller au mieux à la réalité du site. L'exploitant est en cours de rédaction d'un porter-à-connaissance (réduction de la consommation d'eau, réutilisation eau pluviales, suppression de certains rejets, nouveau synoptique et note d'explication, etc.) qui sera transmis prochainement à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection,
sous un délai de 3 mois :

- le justificatif que les analyses mensuelles des eaux résiduelles rejetées dans les Tarnauds sont faites sans dilution avec les eaux pluviales ou avec les eaux de rabattement de nappe ;

sous un délai de 6 mois :

- un porter-à-connaissance relatif à la modification de sa consommation d'eau et de ses rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejet aqueux vers la STEP urbaine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux vers la STEP urbaine

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés vers la station d'épuration urbaine respectent les valeurs limites suivantes :

Débit : 10 m³/j

Valeurs limites de rejet (Paramètres : Concentration en mg/L | Flux en g/j) :

| |
|--|
| <p>Matières en Suspension (MeS) : 300 mg/L 3 000 g/j Demande chimique en oxygène (DCO) : 900 mg/L 9 000 g/j Azote Global (exprimé en N) : 75 mg/L 750 g/j Phosphore total (exprimé en P) : 10 mg/L 100 g/j Hydrocarbures totaux : 5 mg/L 50 g/j Aluminium total (exprimé en Al) : 0,5 mg/L 5 g/j Plomb (exprimé en Pb) : 0,2 mg/L 2 g/j Zinc (exprimé en Zn) : 1,5 mg/L 15 g/j Cuivre (exprimé en Cu) : 0,2 mg/L 2 g/j Chrome (exprimé en Cr) : 0,2 mg/L 2 g/j Cadmium (exprimé en Cd) : 0,15 mg/L 1,5 g/j Etain (exprimé en Sn) : 0,15 mg/L 1,5 g/j Nickel (exprimé en Ni) : 0,2 mg/L 2 g/j Fer total (exprimé en Fe) : 1,5 mg/L 15 g/j</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate l'absence de non-conformité sur les rejets depuis à minima le mois avril 2025 (contrôle sur une année glissante). L'exploitant a transmis à l'Inspection les trois derniers bulletins d'analyse (septembre 2025, décembre 2025 et mars 2026). Par sondage, l'Inspection a constaté le bon remplissage de la plateforme GIDAF. Sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence d'un dispositif de prise d'échantillon et de maintien au frais. L'exploitant n'a pas pu présenter l'autorisation et la convention de déversement avec la collectivité. Il s'est engagé à les transmettre à l'Inspection. L'Inspection a constaté que le cadre de surveillance GIDAF nécessite une mise à jour. Celle-ci sera effectuée par l'Inspection. Les conditions d'exploitation, notamment les rejets aqueux, ont évolué sur le site suite à des travaux d'économie d'eau et de changement d'équipements (osmoseurs, fontaines de nettoyage aux solvants). Certaines prescriptions nécessitent donc d'être mises à jour pour coller au mieux à la réalité du site. L'exploitant est en cours de rédaction d'un porter-à-connaissance (cf. constat précédent) qui sera transmis prochainement à l'Inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection, sous un délai d'un mois : - l'autorisation et la convention de déversement de ses rejets aqueux vers la station d'épuration communale ; sous un délai de 6 mois : - un porter-à-connaissance relatif à la modification de sa consommation d'eau et de ses rejets aqueux.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 11.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance des rejets aqueux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions définies ci-après.</p> <p>Une mesure mensuelle doit être réalisée sur les rejets vers "Les Tarnauds", à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Les paramètres mesurés sont ceux dont les valeurs limites sont fixées.</p> <p>Une mesure par trimestre doit être réalisée sur les rejets d'eaux usées rejetées vers la station d'épuration collective, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Les paramètres mesurés sont ceux dont les valeurs limites sont fixées</p> <p>La quantité d'eau rejetée doit être mesurée en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 mètres cubes. Dans les autres cas, le débit doit être déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu nature),</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'Inspection constate que la fréquence mensuelle d'analyse des eaux usées rejetées vers Les Tarnauds est bien respectée. Cependant, la fréquence trimestrielle d'analyse des eaux usées rejetées vers la station d'épuration n'a pas été respectée en 2024 et 2025 (3 analyses par an au lieu de 4).</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un dispositif de prélèvement 24h. Cette information ne figure pas sur les bulletins d'analyse du laboratoire. L'exploitant s'est engagé à rectifier cette information avec le laboratoire.</p> <p>L'exploitant dispose d'une mesure en continue des débits rejetés vers Les Tarnauds et vers la STEP. Le cadre GIDAF de l'exploitant sera mis à jour pour permettre à l'exploitant de renseigner ces informations.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la réalisation de mesures trimestrielles de ses eaux usées rejetées vers la STEP communale. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 4 : Consommation d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 3.1 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : La consommation d'eau à partir des forages est limitée à 90 000 m ³ par an |
| Constats : Le dossier de réexamen IED (2013) faisait mention d'une consommation annuelle de 60 225 m ³ . Dans ses déclarations annuels des émissions polluantes (GEREP) l'exploitant indique les consommations suivantes : - 2025 : 19 688 m ³ (12 903 m ³ de forage et 6 785 m ³ d'eau de ville) - 2024 : 10 269 m ³ (forage) - 2023 : 23 135 m ³ (forage) Ses consommations sont donc largement inférieures à l'autorisation accordée, notamment suite à des travaux d'économie d'eau réalisées par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'assurer la surveillance des eaux souterraines. Cette surveillance devra être effective dans un délai d'un an à partir de la notification du présent arrêté. L'exploitant doit constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins : - deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe (PZ2 et PZ3) - et un puits de contrôle en amont (PZ1) [...] Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans ces puits. Des analyses doivent être effectuées sur les prélèvements dans les conditions énoncées ci-après : Paramètres et Méthodes d'analyses : Hydrocarbures totaux : NF T 90 114 Demande chimique en oxygène (DCO) : NF T 90 101 → ras Arsenic : NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885 → ras Cadmium : FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885 Mercure : NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483 Plomb : NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885 Les résultats des mesures ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées |

| |
|--|
| <p>et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.</p> <p>Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.</p> <p>Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> |
|--|

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Les normes indiquées dans les rapports d'analyses transmis par l'exploitant ne correspondent pas aux normes présentes dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection des justificatifs en ce sens.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté de dégradation par rapport aux valeurs des arrêtés ministériel du 11/01/2007 (limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine) et du 17/12/2008 (critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines).</p> <p>L'Inspection constate que l'exploitant réalise des analyses du paramètre Indice Hydrocarbure à la place du paramètre Hydrocarbures totaux. L'exploitant a indiqué se rapprocher du laboratoire pour obtenir des réponses sur la raison de cette différence.</p> <p>L'exploitant dispose en réalité de 5 piézomètres : les PZ4 et PZ5 ont été mis en place postérieurement au réexamen IED (piézomètre complémentaires proposés dans le cadre du rapport de base). L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'Inspection une cartographie à jour de son réseau de piézomètres.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification de la réalisation des analyses d'eaux souterraines, conformément aux normes mentionnées à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 09/11/2005 ; - une cartographie à jour du réseau de piézomètres et les éléments techniques des piézomètres PZ4 et PZ5 (dossier de réalisation, coordonnées, identifiant, etc.). |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |